7ème Ch Prud'homale

ARRÊT N° 220

R.G : 13/05166

M. Nazarii GORBATIOUK

C/

Association GOELO SAINT BRIEUC COTES D'ARMOR

Confirme la décision déferée dans toutes ses dispositions, à l'égard de toutes les parties au recours

Copie exécutoire délivrée

le :

à :

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS
COUR D'APPEL DE RENNES
ARRÊT DU 25 MARS 2015

COMPOSITION DE LA COUR LORS DU DÉLIBÉRÉ :

Madame Catherine ELLEOUET-GIUDICELLI, Président,

Madame Liliane LE MERLUS, Conseiller,

Madame Mariette VINAS, Conseiller,

GREFFIER :

Madame Guyonne DANIELLOU, lors des débats et lors du prononcé

DÉBATS :

A l'audience publique du 12 Janvier 2015

devant Madame Mariette VINAS, magistrat rapporteur, tenant seul l'audience, sans opposition des représentants des parties, et qui a rendu compte au délibéré collégial

ARRÊT :

Contradictoire, prononcé publiquement le 25 Mars 2015 par mise à disposition au greffe comme indiqué à l'issue des débats

APPELANT :

Monsieur Nazarii GORBATIOUK

5 Rue Camille Desmoulins

Appt 14

79000 NIORT

représenté par Mr MACQUAIRE, délégué CFTC à RENNES;

INTIMEE :

Association GOELO SAINT BRIEUC COTES D'ARMOR

22 rue du Cap Hormier

22680 ETABLES SUR MER

représentée par Me Lydie LAPOUS, avocat au barreau de SAINT-BRIEUC, de la SELARL LEMASSON et autres.

FAITS, PROCÉDURE, PRÉTENTIONS DES PARTIES

Monsieur Gorbatiouk a été embauché le 1er juillet 2011 en qualité de joueur de volley-ball par l'association Goelo Saint Briec Côtes d'Armor pour la saison sportive 2011/2012, le contrat étant soumis aux dispositions de l'article L 1242-2 paragraphe 3 du code du travail.

La direction du club a fixé les dates de vacances du 18 au 25 décembre 2011, les entraînements de volley-ball devant reprendre le 26 décembre 2011. M. Gorbatiouk a envoyé un courriel le 25 décembre 2011 indiquant qu'il ne pourrait être présent le lendemain du fait du décès de sa grand-mère et ne s'est présenté au club que le 28 décembre 2011. Après plusieurs demandes de l'employeur à M. Gorbatiouk, par courriel puis par lettre recommandée, de lui fournir la pièce justificative prouvant la raison de son absence, le salarié a été convoqué à un entretien préalable fixé au 20 janvier 2012. Le 26 janvier 2012, M. Gorbatiouk a été licencié pour faute grave.

Le 18 juillet 2012, M. Gorbatiouk a saisi le conseil de prud'hommes de Saint Briec pour que son licenciement soit reconnu abusif et pour obtenir une indemnité de rupture et un rappel de salaire au titre de la mise à pied ainsi que des dommages et intérêts pour procédure vexatoire.

Par jugement du 31 mai 2013, le conseil de prud'hommes de Saint Briec a estimé que la rupture du contrat de travail de M. Gorbatiouk était intervenue pour faute grave et l'a en conséquence débouté de l'ensemble de ses demandes.

Monsieur Gorbatiouk a relevé appel de cette décision.

Dans des conclusions du 28 octobre 2014, M. Gorbatiouk demande à la cour d'infirmier le jugement entrepris et, statuant à nouveau, de constater que le licenciement est dépourvu de cause réelle et sérieuse et de condamner l'association Goelo à lui payer les sommes suivantes :

11 479,49 € à titre d'indemnité en application de l'article L 1243-4 du code du travail,

5 000 € à titre de dommages et intérêts pour rupture abusive du contrat à durée déterminée,

1 068,10 € à titre de salaires correspondant à la mise à pied, et 106,81 € de congés payés afférents,

12 000 € de dommages et intérêts pour procédure vexatoire,

2 500 € en application de l'article 700 du code de procédure civile.

Dans des écritures du 25 novembre 2014, l'association Goelo Saint Briec Côtes d'Armor demande à la cour de confirmer le jugement rendu en toutes ses dispositions et en conséquence de débouter M. Gorbatiouk de l'ensemble de ses demandes et de le condamner au paiement d'une somme de 2.000 € en application de l'article 700 du code de procédure civile.

MOTIFS DE L'ARRÊT

La lettre de licenciement qui fixe les limites du litige est ainsi rédigée :

'Vous avez signé le 1er juillet 2011 un contrat de joueur professionnel de volley-bail pour la saison 2011/2012, à s'achever le 30 juin 2012.

Dans ce contrat, il est précisé notamment dans son article 6 « OBLIGATIONS DU JOUEUR » que « le joueur s'engage à ne pas être en retard ou absent aux entraînements ».

Ce rappel contractuel d'une obligation qui semble une évidence n'est pas anodin. La saison d'un club de volley-bail de Ligue Nationale est brève et intense. Le sport professionnel de haut niveau ne supporte pas l'à-peu-près. Le club, comme tous les clubs professionnels, attache une importance considérable au comportement professionnel de ses joueurs.

Vous êtes donc pleinement informé de cette exigence.

La saison en cours se révèle être une saison particulièrement difficile sur le plan sportif pour l'équipe première du club, puisqu'actuellement elle occupe la dernière place du championnat de Ligue B et que, si cette situation ne se retourne pas, il n'y aura plus d'équipe professionnelle à Saint-Briec.

Tous, entraîneur, dirigeants, permanents et, bien entendu et en premier, joueurs sont concernés ou du moins devraient l'être.

Outre un engagement total dans les matchs, il est demandé aux joueurs un investissement égal dans les entraînements. Ce n'est qu'à ce prix que nous pouvons espérer un redressement durable pour retrouver un statut plus conforme aux ambitions du club et assurer sa pérennité dans l'élite.

A la veille des vacances de Noël, à l'issue de la première partie de la saison, l'entraîneur a été extrêmement clair. Il entendait mobiliser tous les joueurs et il a insisté sur l'impératif d'une reprise de l'entraînement dès le 26 décembre au matin.

Vous l'avez alors sollicité pour ne pas être présent le 26 et bénéficier de deux jours de plus de congés. La réponse de votre entraîneur, préalablement validée par les dirigeants du club, a été formelle : aucune dérogation n'est possible compte tenu de la situation du club.

En dépit de cette consigne, vous ne vous êtes présenté à l'entraînement que le 28 Décembre. Pour tenter de justifier cette absence, vous avez évoqué le décès de votre grand-mère en Ukraine. Je vous ai demandé de me fournir tout justificatif. Une première fois messagerie électronique, puis oralement à plusieurs reprises, et enfin par lettre recommandée. En vain. Lors de l'entretien préalable, vous n'avez pas même maintenu cette explication, n'indiquant qu'un problème d'avion.

Vos collègues joueurs étaient tous présents le 26 décembre à l'heure convenue pour la reprise de l'entraînement, certains revenant de Serbie ou de Bosnie, d'autres du Sud de la France.

Constatant votre absence, ils n'ont pas manqué de faire état de vos déclarations du 17 décembre, dans les vestiaires, après le match au Plessis Robinson. A savoir que vous ne seriez pas là le 26 car vous aviez décidé de partir en vacances.

Ce n'est donc pas semble t'il, pour un motif familial que vous n'avez pas respecté les consignes de l'entraîneur mais par confort personnel. Vous avez privilégié vos intérêts momentanés personnels avant ceux du club qui est votre employeur et qui a besoin de votre engagement.

Ce comportement est indigne d'un joueur professionnel. Il est en contravention avec une disposition essentielle de votre contrat telle que rappelée ci-dessus. Il est contraire aux intérêts de votre employeur. Il est irrespectueux du club, c'est à dire des autres joueurs qui s'investissent pour sa réussite, de votre entraîneur, des bénévoles qui le font vivre, de ses sponsors, enfin de ses supporters.

Ce comportement est constitutif de la faute grave justifiant la rupture anticipée de votre contrat.

Comment, en effet, envisager la poursuite de relations contractuelles avec un partenaire qui délibérément ne respecte pas ses engagements.

D'autant que ce comportement est à rapprocher d'autres faits qui révèlent un curieux mode de fonctionnement.

Je pense en particulier à l'indemnité de formation que le club a du payer à votre place à votre précédent club alors que vous aviez certifié qu'il n'y avait aucune indemnité à lui verser. Vous n'avez pas été troublé de vous engager par écrit sachant que c'était inexact. La saison commençant, le club du Goëlo SBCA n'a eu d'autre choix que d'assumer financièrement les conséquences de votre mensonge, en payant les 7 500€ réclamés.

De même, en dépit de votre engagement écrit et signé, ainsi que de nos relances, vous n'avez jamais fourni le dépôt de garantie de 500 euros pour le logement mis à votre disposition par le club.

Vous cesserez de faire partie de l'effectif du club à première présentation de la présente. Les jours de mise à pied ne seront pas payés. Vous recevrez les documents vous revenant dans les prochains jours.'

Monsieur Gorbatiouk soutient que l'employeur devait respecter l'échelle de sanctions édictée par le règlement intérieur lequel prévoit, en son article 4, que le refus de participation à un entraînement donne lieu à un avertissement et à une sanction financière. Il conteste la gravité de la faute.

Le club explique que la saison de Volley-ball de Ligue Nationale est brève et intense et que le sport de haut niveau exige de la rigueur, comme le souligne les clauses du contrat qui mentionne l'obligation d'assister aux entraînements et d'arriver à l'heure. Le club ajoute qu'il traversait une période difficile puisqu'il était classé à la dernière place du championnat de Ligue B, et que les équipes professionnelles risquaient de disparaître.

Sur ce,

L'article 6 du contrat de travail signé le 1er juillet 2011, intitulé « OBLIGATIONS DU JOUEUR », stipule que le joueur s'engage à être présent et à l'heure aux entraînements. Monsieur Gorbatiouk savait que participations aux entraînements étaient d'autant plus impératives que le classement dans le championnat déterminait le maintien du club dans la Ligue B.

Monsieur GORBATIOUK ne conteste pas avoir sollicité l'autorisation de prolonger ses congés après le 25 décembre, ce que l'entraîneur de l'équipe avait refusé, comme à d'autres joueurs partant

également rejoindre leur famille résidant loin. Il ne conteste pas non plus que l'excuse fournie pour expliquer son absence était mensongère ni les attestations des autres joueurs qui confirment le caractère délibéré de l'abandon de poste.

Par courriel du 27 décembre 2011, le président du club lui demandait de justifier de ses absences en adressant « un certificat de décès, les billets d'avion, et toute autre pièce utile », demande réitérée lors des rencontres puis par lettre recommandée du 2 janvier suivant mais restée sans réponse, sauf en ce qui concerne le billet d'avion remis avant le match du 6 janvier 2012. Il résulte des attestations établies par des joueurs de l'équipe, Messieurs LOGOLOGOFOLAU, MOURIER et TANG-TAYE, que Monsieur GORBATIOUK avait délibérément pris la décision de prolonger sa période de congés et de ne pas être présent à la reprise des entraînements.

Contrairement aux dispositions du règlement, Monsieur GORBATIOUK n'a pas simplement été en retard ou absent à un entraînement. Il est passé outre aux refus de son employeur et a manqué deux entraînements.

L'abandon de poste alors que la présence de tous les joueurs est indispensable pour le fonctionnement et les performances d'un sport d'équipe, de manière délibérée et alors que l'enjeu était de maintenir l'équipe au sein de la ligue professionnelle, constitue une faute grave.

Le jugement doit être confirmé.

Il n'est pas nécessaire de développer les explications de Monsieur Gorbatiouk relatives au dépôt de garantie pour le logement de fonction ou le remboursement de frais de formations à la Fédération puisqu'aucune somme n'est réclamée par le club.

Il serait inéquitable de laisser à la charge du club les frais exposés.

PAR CES MOTIFS

La Cour,

CONFIRME le jugement rendu le 31 mai 2013 par le conseil de prud'hommes de Saint Briec,

CONDAMNE M. Gorbatiouk à payer à l'association GOELO Saint Briec Côtes d'Armor 300€ au titre de l'article 700 du code de procédure civile,

CONDAMNE M. Gorbatiouk aux dépens.

LE GREFFIER, LE PRESIDENT,

G. DANIELLOU C. ELLEOUET-GIUDICELLI